



Cayenne le, 05 Février 2013

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 05 FEVRIER 2013

LE MEDEF POUR UNE SECURISATION DE LA GUYANE

Depuis trop longtemps la Guyane est confrontée à des problèmes de sécurisation de son espace, de ses habitants et de ses richesses naturelles.

Mais actuellement, ce phénomène prend des proportions dangereuses et intolérables.

Force est de constater que, face à la montée de ces périls, l'État ne joue pas pleinement le rôle qui lui incombe.

Les frontières, largement perméables, favorisent une immigration clandestine d'importance avec les phénomènes de délinquance et de criminalité qu'elle induit.

La sécurité des biens et des personnes n'est pas assurée avec des résultats probants, dignes d'un état de droit

Les richesses aurifères sont largement pillées par des orpailleurs extérieurs et pollueurs de surcroit. Les réserves halieutiques sont sauvagement exploitées et détruites par des bateaux venus d'ailleurs.

Sur les plans humains et économiques cette impuissance de l'État à faire respecter le droit est vécue avec une grande inquiétude par les populations et les acteurs économiques.

Le MEDEF réaffirme ainsi son total soutien aux secteurs économiques touchés par ces agressions extérieures, comme le sont ceux notamment de la pêche et des mines.

Pendant ce pillage des importants potentiels de la Guyane, les entreprises légales respectent les contraintes normatives, attendent l'instruction des permis d'exploitation, espèrent la mise en place des actions et investissements nécessaires au démarrage économique afin de doubler le nombre d'emplois dans les 10 ans qui viennent.

Le MEDEF demande à l'État d'assumer rapidement et pleinement l'ensemble des responsabilités régaliennes qui lui incombent.

Le MEDEF demande également qu'au niveau européen des mesures réglementaires et législatives de protection soient prises en urgence vis à vis de nos voisins et amis que sont le Brésil et le Surinam.

Si la France donne au monde une leçon exemplaire de lutte contre le *terrorisme idéologique* au Mali, comment comprendre qu'à l'intérieur de ses propres frontières elle ne sache combattre, avec la même efficacité, le *terrorisme économique* que subit la Guyane, avec les graves conséquences humaines qu'il engendre.

Sans une capacité et une réelle volonté de l'État à faire respecter le droit, le MEDEF ne peut qu'être très pessimiste sur l'avenir de notre Guyane.

Alain CHAUMET
Président